

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Gray: Le président Carter a déclaré qu'il étudierait les modifications à apporter à la législation fiscale pour l'évaluation de l'industrie automobile. Des changements de ce genre ont déjà été apportés dans nos lois.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Quant au problème au sujet des niveaux d'inventaire des détaillants de voitures que les Américains tentent de régler, une initiative prise par mes honorables amis—je tente d'être juste à ce sujet—dans leur dernier budget . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre.

M. Clark: Vous avez perdu la faveur de madame le Président, Herb.

Mme le Président: A l'ordre. Le ministre est tellement applaudi qu'il doit faire un discours.

M. Jelinek: Madame le Président, en temps normal, je suis patient, mais j'en ai marre des propos évasifs et ampoulés que nous sert le ministre depuis quatre mois.

Des voix: Règlement.

Mme le Président: A l'ordre. Pas de discours.

M. Jelinek: Madame le Président, je vais laisser les belles phrases au ministre et lui poser une question toute simple. Pourquoi tarde-t-il tant à prendre des mesures précises et positives au lieu de faire des études comme il le fait depuis quatre mois, et, deuxièmement, est-il maintenant en mesure de proposer tous les projets concrets que le président Carter a exposés à Détroit et les nombreuses autres recommandations qu'il reçoit de notre côté de la Chambre de même que d'autres groupes d'intérêts comme les associations de fabricants de pièces d'automobiles du Canada?

M. Gray: Madame le Président, mon honorable ami aime tellement s'écouter parler qu'il ne fait pas attention à ce que nous disons. Par exemple, nous avons mené avec beaucoup de succès des missions auprès des fabricants de pièces d'automobiles et d'importateurs du tiers monde en vue de promouvoir l'exportation de pièces d'automobiles de fabrication canadienne. Notre programme de garanties de prêts à Chrysler, mesure que le parti du député n'était pas disposé à prendre lorsqu'il était au pouvoir, a sauvé à lui seul une quarantaine de milliers d'emplois au Canada.

Des voix: Bravo!

Des voix: Continuez!

M. Gray: Madame le Président, nous nous attachons actuellement à mettre en œuvre d'autres mesures du même genre que les fabricants de pièces automobiles jugent très acceptables et . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Comme je n'ai pas entendu la réponse du ministre à cette question, je suppose que de nombreuses autres personnes sont dans le même cas.

M. Kempling: Vous n'avez rien manqué.

Mme le Président: Je demande donc au ministre de répondre en deux phrases.

M. Gray: Madame le Président, nous avons déjà pris des mesures positives qui ont contribué à préserver les emplois des travailleurs canadiens et l'industrie canadienne et nous continuerons à agir en ce sens, contrairement aux ratés d'en face.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Vous avez encore droit à une phrase, Herb.

LA NOUVELLE-ÉCOSSE ET LE NOUVEAU-BRUNSWICK—LES SUBVENTIONS AUX LIVRAISONS DE CHARBON À L'ONTARIO

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, quelque peu à contre-cœur, j'adresse ma question au même ministre. Comme il le sait sans doute, à la première séance du sommet économique de Venise, le très honorable premier ministre a déclaré que nous allions encourager des engagements à long terme chez les producteurs et les consommateurs de charbon. Le collègue du ministre à l'autre endroit a déclaré qu'il avait offert de dépenser des millions de dollars pour subventionner les ventes de charbon de la Colombie-Britannique au Japon.

Le gouvernement est-il prêt à prendre le même engagement en faveur de la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick afin de leur permettre de subventionner le transport du charbon vers les marchés ontariens?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous sommes prêts à prendre des engagements constructifs pour venir en aide à l'industrie houillère de la Nouvelle-Écosse et d'ailleurs aux Maritimes, car nous voulons le développement de toutes les parties du pays.

M. Corbett: Madame le Président, nous sommes donc assurés—je l'espère—que le ministre et son gouvernement ne considèrent plus les provinces Maritimes et la région de l'Atlantique comme des parents pauvres.

Par ailleurs, le ministre pourrait-il être plus précis quant à la promesse qu'il a faite et dire à la Chambre ce que lui-même et son gouvernement comptent faire dans les provinces de l'Atlantique, pour promouvoir la vente et la production de charbon destiné au marché ontarien?